

que. Il est clair que des politiques régionales s'imposent, et c'est là la seule voie sur laquelle nous puissions maintenant nous engager. J'espère que les premiers ministres des provinces atlantiques, dont deux sont nouveaux, dont l'un n'est pas aussi nouveau et dont le quatrième est presque un Père de la Confédération, s'arrêteront à cette question dès les premiers mois de 1971. Sans le contrôle des politiques régionales et autres instruments, il est évident que nous ne ferons pas disparaître les disparités économiques régionales, malgré toutes nos bonnes intentions.

Notre pays est gravement divisé sur nombre de questions importantes et vitales. Les inégalités d'ordre économique ne faciliteront pas la solution de ces problèmes cruciaux, surtout si nous les abordons dans un climat de ruse, de faux-fuyants, un climat qui manque d'honnêteté ou de franchise. Il est temps que le gouvernement songe à créer un programme en vue d'aplanir les disparités économiques régionales. Je ne suis pas le seul à déplorer son échec de ce côté, CEPA et les autres qui ont comparu devant le comité, les journalistes et hommes d'affaires des provinces atlantiques et d'autres régions que désignait l'ancienne loi peuvent aussi en témoigner. Le gouvernement a démontré qu'il n'est pas digne qu'on lui confie l'avenir économique du Canada.

Parfois, je me demande pourquoi le gouvernement craint tellement de nous donner les instruments régionaux dont il est question si souvent et depuis si longtemps. Je m'inquiète aussi de la répercussion à long terme de ces programmes, comme, par exemple, l'exploitation de l'énergie marémotrice du bassin des Mines. Comment les hommes d'affaires réagiront-ils quand on leur demandera, si on le fait, de prendre une décision au sujet de l'investissement considérable que nécessitera l'exécution de cette entreprise, s'ils n'examinent le rendement du gouvernement en matière de développement régional que pour découvrir, pour dire le moins, qu'il est inégal? Depuis six ou sept ans, nous n'avons pas eu de gouvernement prêt à s'occuper avec cohérence des disparités régionales. On a peur de l'inconnu.

Qu'arrivera-t-il en 1972 quand il faudra redéfinir ces régions? Qu'advient-il du programme quinquennal de la Nouvelle-Écosse? Où en est-il aujourd'hui? Je me doute, sans rien savoir parce que personne ne m'en a parlé, que le programme relatif au développement des agglomérations de Halifax et de Dartmouth a été mis de côté. Les industriels et les entrepreneurs ne peuvent avoir qu'une seule réaction devant l'incohérence du gouvernement dans ses attitudes, ses politiques, ses programmes en ce qui concerne en particulier la région atlantique.

Le gouvernement s'imagine avoir facilité les choses pour les Maritimes. Ce n'est que foutaise, sottises et balivernes. A moins d'être un McCain, aucune entreprise ne s'intéresse à la différence de 10 p. 100 que prévoit le bill. Les firmes exigeraient le plein montant ou bien elles décideraient d'aller chercher les fonds aux États-Unis. Qu'arrivera-t-il aux provinces atlantiques quand un marché de l'importance de Montréal sera accessible? Le gouvernement est-il disposé à modifier la situation, si

[M. Forrestall.]

d'ici la fin de juin 1971, il y a une diminution prononcée de demandes? Ce qui m'ennuie c'est que ni le ministre ni le secrétaire parlementaire aient pris la peine d'en souffler mot, sauf lorsqu'ils ont répondu hier d'une façon qui m'a semblé presque arrogante. Personne ne s'est soucié de demander aux compagnies de présenter des demandes, afin qu'elles soient approuvées. Personne n'a dit aux compagnies que leurs demandes sont étudiées ou qu'elles devraient être retirées et remplacées par une autre.

• (8.00 p.m.)

Combien généreux sera le gouvernement si une compagnie demande une subvention complète aux termes de la modification? Le gouvernement ne s'est pas soucié de répondre à ces questions d'ordre pratique, encore bien moins à celle qui est encore plus grave et que je viens justement de poser. Comment changerons-nous d'orientation, si nous constatons dans six mois d'ici que nous sommes traités comme vous savez. Qu'arrivera-t-il si nous constatons que nous sommes durement traités? Que fera le gouvernement si le pire arrive en dépit du fait que le ministre dit qu'il n'en sera rien?

Une voix: Rien.

M. Forrestall: Je soupçonne qu'il ne se produira absolument rien, comme le député l'a insinué. Tant que l'appétit du Québec n'aura pas été satisfait, de cette façon dévorante que je trouve impardonnable, les provinces de l'Atlantique continueront, comme elles le font depuis sept ou huit ans, à se passer d'aide et de direction, d'une action logique et de réparation. Voilà nos craintes, et elles sont justifiées, je pense.

Si la question est mise aux voix ce soir, je ne peux pas dire comment je voterai, car les conséquences de la mesure me bouleversent. J'aimerais croire ce que le ministre a dit, mais cela m'est difficile en raison de ses remarques au moment de la présentation du bill initial.

J'étais si bouleversé plus tôt aujourd'hui que j'ai songé à suggérer aux députés qu'il nous faudrait remplacer le ministre actuel par un autre que les difficultés du gouvernement ne paralyseraient pas autant que celui-ci. Il nous faudrait, me semble-t-il, un ministre capable d'expliquer aux citoyens exactement ce qui ne va pas dans l'économie d'un bout à l'autre du pays, plutôt qu'un ministre selon qui il faut aider toutes les régions du pays quand elles se trouvent en difficulté. Il devrait nous éclairer sur la gravité de ces problèmes et nous dire à quels besoins notre économie devra répondre pendant les années 70. Nous sommes disposés à prendre toutes les mesures utiles.

Je crois que, si longtemps que je puisse siéger dans cette illustre Chambre, je n'arriverai jamais à comprendre la crainte qu'a le gouvernement d'être honnête avec la population. Une honnêteté de ce genre est une espèce d'élixir magique. Le ministre et le gouvernement, j'en suis certain, trouveraient les Canadiens tout disposés à payer le prix nécessaire pour que chaque Canadien ait le sentiment de sa dignité, de sa valeur et de celle d'autrui. Je suis convaincu que nous les trouverions prêts à faire le nécessaire sans avoir à démolir des projets bien établis. Le gouvernement doit comprendre qu'il n'a pas à sur-